



Disons-le d'emblée, ce traité signe la fin des chimères de «l'Europe qui protège les peuples» et du vieux rêve fédéraliste qui leur est naturellement associé. Car quel serait le sens d'éventuels Etats-Unis d'Europe, sinon de conduire des politiques économiques sur leur territoire - bref, de défendre une souveraineté européenne? Avec la signature du traité transatlantique, l'idée fédérale perd sa substance même: un traité décidera à la place des dirigeants de la politique des taux de change, des normes applicables en matière environnementale, sanitaire, agroalimentaire. Que serait donc ce pouvoir introuvable qui ne pourrait qu'agir sur le marginal, le mineur, le négligeable?

Ainsi, les promoteurs du fédéralisme se trouvent face à la contradiction de vouloir à tel point diluer les normes sociales, environnementales, sanitaires, au profit du marché qu'ils vident par avance leur entité supranationale de tout contenu. Mais, puisque marché unique nous voulons, celui-ci doit être de taille mondiale, et puisque toute souveraineté nationale entrave le marché, celle de l'Europe doit également passer à la trappe.

Cette contradiction entre le rêve fédéral et le mondialisme se trouve largement partagée par les partis politiques de gouvernement, et particulièrement à gauche où de telles positions sont dévastatrices. Être de gauche, n'est-ce pas concevoir et mettre en œuvre un projet de transformation sociale s'attacher à la protection des travailleurs, à la défense de normes sociales plus avantageuses? «Entre le riche et le pauvre, entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit» disait Lacordaire. En signant le traité transatlantique, c'est l'effet inverse que l'on accomplit.

C'est là tout le symbole d'une certaine gauche qui s'est détournée de sa base électorale originelle : le peuple. Car c'est bien dans le projet européen que se trouve le nœud gordien des contradictions de tant de forces de gauche et de droite. Vous voulez mener une politique de relance keynésienne? Les traités européens instituent une interdiction d'un déficit supérieur à 3% et d'une dette supérieure à 60% du PIB . Vous voulez promouvoir le made in France ? Un arrêté de la Cour de Justice de l'Union Européenne vous en interdit la possibilité au nom de la concurrence libre et non-fauscée . Vous souhaitez établir des frontières, migratoires ou économiques? Là encore, la liberté européenne n'est bonne que pour déréglementer, point pour laisser les peuples libres de leurs décisions. Tout est réglé comme du papier à musique par des traités dont les règlements et directives sont par avance constitutionnalisés en droit français.

Comment dès lors être surpris par la déception du peuple, après qu'un François Bayrou a promis de promouvoir le made in France, François Hollande de mener une politique de relance et Nicolas Sarkozy de réduire les flux migratoires? Toutes ces propositions, quoi que l'on en pense par ailleurs, ne sont pas compatibles avec l'Union européenne telle qu'elle fonctionne. C'est là un fait incontestable.

Ce n'est qu'en prenant cette réalité en compte que les partis politiques de gouvernement sauront retrouver une popularité dans les urnes. Et certainement pas par la signature d'un énième traité sans approbation démocratique.